

# Sauver Madagascar

## entretiens d'Aymeric Chauprade avec Andry Rajoelina

Madagate -- 02/1/10

Ecrivain, politologue et géopoliticien français, Aymeric Chauprade est docteur en science politique de la Sorbonne, diplômé de Sciences Po Paris mais également diplômé en mathématiques et en droit international<sup>1</sup>.

Entretiens publiés dans La Revue politique internationale n°129



Aymeric Chauprade et le Président Andry Rajoelina

### **Aymeric Chauprade - Monsieur le Président, Madagascar est-il un pays isolé comme le soutiennent nombre d'observateurs occidentaux ?**

Andry Rajoelina - Madagascar n'est pas un pays isolé ; c'est un pays en transition, donc provisoirement en dehors de la légalité constitutionnelle. Ceux qui font pression sur le pouvoir malgache ne semblent rien voir des grands pas que nous accomplissons vers un retour à l'ordre constitutionnel.

Je ne suis pas arrivé seul à la tête de l'État. Ce sont les citoyens malgaches, avec le soutien d'une grande partie des élus et des militaires, qui ont contraint le dictateur au départ. C'est ce vaste mouvement populaire qui m'a porté. Bien sûr, la méthode n'est peut-être pas tout à fait conforme à l'esprit de la constitution. Mais lorsqu'il s'agit de faire tomber un pouvoir qui lui-même n'est plus conforme, depuis longtemps, à la constitution, on peut vous reconnaître des circonstances atténuantes ! En tout cas, il est étonnant de recevoir des leçons de morale de la part de nations qui prétendent abattre des dictatures pour installer à leur place des démocraties ! Nous, Malgaches, nous nous sommes débarrassés nous-mêmes de la dictature, sans l'aide de l'extérieur. Ne serait-ce pas par hasard ce que l'on nous reproche ?

Comment expliquer que les Européens et les Américains restent étrangement muets sur la réalité dictatoriale de l'ancien régime? Croyez-moi : ce « deux poids deux mesures » choque beaucoup les Malgaches. Car la réalité de ce régime, c'était un détournement de l'argent public dans des proportions inégalées dans toute l'histoire de Madagascar, des arrestations arbitraires, des disparitions de personnes, des spoliations de biens brutales et, pour finir, des dirigeants qui font tirer sur le peuple à la mitrailleuse depuis les fenêtres d'un palais présidentiel qui n'était même pas menacé !

**A. C. - Disposez-vous de soutiens au sein de la communauté internationale ?**

A. R. - Bien sûr. Nous ne sommes pas sous embargo ! Plusieurs États approuvent ouvertement la transition et nous font confiance pour rétablir l'ordre constitutionnel : en premier lieu la France - et c'est évidemment un appui de poids -, mais aussi le Togo, le Sri Lanka, la Thaïlande, la Syrie, etc.

Tous les responsables de ces pays m'ont adressé, en mon nom propre, une lettre de félicitations pour mon accession à la tête de la Haute autorité de transition. Mais qu'il n'y ait pas de malentendu: dans mon esprit, comme dans celui de ceux qui soutiennent ce processus de transition, le pouvoir ne sera vraiment légitime qu'à l'issue d'élections libres, transparentes et démocratiques.

**A. C. - Précisément, comment comptez-vous restaurer la légalité constitutionnelle ?**

A. R. - La situation est, au fond, plus simple qu'elle n'y paraît. La Haute autorité de transition que je préside dispose d'une légitimité dans la mesure où elle est l'expression de la souveraineté populaire; elle a pour mission de conduire le retour à l'ordre constitutionnel. Nous travaillons sur une nouvelle constitution qui doit permettre à Madagascar d'entrer dans une véritable ère démocratique. Jusqu'à présent, aucun président n'a pu achever normalement son mandat. Pourquoi? Parce qu'aucun contre-pouvoir au régime présidentiel n'a pu empêcher les régimes qui se sont succédé de dériver vers le népotisme, la corruption généralisée et la prédation des fonds publics. Avec cette nouvelle constitution, le président ne pourra plus mettre l'économie du pays au service de ses intérêts personnels ; il ne pourra plus, non plus, transformer son pouvoir en un pouvoir autocratique.

**A. C. - Qu'entendez-vous exactement par nouvelle constitution ? Et, une fois la nouvelle constitution adoptée, que ferez-vous ?**

A. R. - Tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut une nouvelle constitution. Le Parlement a toujours été considéré comme une simple chambre d'enregistrement. Mes prédécesseurs ont tous mis l'Assemblée nationale en coupe réglée ou l'ont contournée par l'usage abusif des décrets. Ils ont redécoupé les circonscriptions électorales et dissous le Parlement lorsqu'une opposition forte commençait à s'y former. Il faut en finir avec ces pratiques : la nouvelle constitution renforcera les prérogatives de l'Assemblée et, d'une manière générale, la séparation des pouvoirs. Nous pourrions alors organiser de nouvelles élections législatives puis présidentielles. Des élections véritablement démocratiques, c'est-à-dire assurant l'égalité des chances pour tous les candidats dans l'accès aux moyens de communication. Je vous épargnerai la liste de ce qui ne va pas dans les pseudo-élections à Madagascar, mais je vous donnerai un seul exemple : chez nous, chaque candidat doit se débrouiller pour imprimer et acheminer ses propres bulletins de vote. Lors des législatives de 2007, ils ont été très nombreux à ne pas avoir pu les installer en temps et en heure. Et des obstacles de ce genre, je peux vous en citer des dizaines ! Aucune élection sérieuse ne pourra avoir lieu tant qu'un recensement rigoureux n'aura pas été réalisé et qu'un système de vote fiable et sécurisé n'aura pas été mis en place.

**A. C. - Pouvez-vous nous expliquer la nature exacte du désaccord qui vous oppose à la médiation internationale?**

A. R. - D'abord, il y a un problème de définition. Ce que l'on appelle « médiation » n'a rien à voir avec un corps constitué. C'est un ensemble de négociations comprenant chaque fois des participants différents, eux-mêmes issus de différentes institutions internationales : Union européenne, SADC (South African Development Community), Union africaine, Nations unies, Organisation internationale de la francophonie... Et ne vous imaginez surtout pas que ces organisations sont neutres ! Elles représentent des pays qui défendent, chacun, leurs intérêts et qui se livrent à de savants calculs par rapport à tel ou tel candidat malgache. Surtout par rapport aux ex-présidents car les anciennes connivences économiques ont la vie dure. Je pense, en particulier, aux liens de Ravalomanana avec certains grands pays de la SADC. Ceux qui ont eu le pouvoir ici ont gagné beaucoup d'argent - un argent qui leur a permis de se constituer des clientèles au sein des organisations internationales. Où est le peuple malgache dans tout cela ?

**A. C. - On l'a compris : ce que l'on appelle « médiation » est un processus peu lisible. Mais, encore une fois, sur quels points précis votre désaccord porte-t-il ?**

A. R. - J'ai le sentiment, profondément dérangeant, que le peuple malgache est dépossédé de son droit à prendre son destin en main. Au nom de quoi ces puissances prétendent-elles imposer à Madagascar un processus politique ? Quelle est leur légitimité ?

Le deuxième problème, c'est que cette « médiation » repose sur des présupposés erronés. Elle a ainsi décidé de limiter l'espace politique à quatre mouvances : une autour de ma personne et une autour de chacun des trois anciens présidents Ravalomanana, Ratsiraka et Zafy. C'est une hérésie. D'abord, parce que ces trois anciens présidents sont loin de représenter l'essentiel du champ politique malgache et encore moins la société civile. Ensuite, parce qu'il n'est pas logique de traiter uniquement avec les hommes du passé - ceux qui ont échoué et qui ont été évincés par la rue. Et, enfin, parce que la « médiation » insiste davantage sur la formation d'un gouvernement « fourre-tout », formé de ces quatre mouvances, que sur des élections démocratiques transparentes qui permettraient à des personnalités compétentes d'émerger et à Madagascar de prendre un nouveau départ.

Je pose la question aux Français et aux Américains. Est-ce qu'on les contraint à former des gouvernements rassemblant des forces antagonistes ? Est-ce que l'on oblige l'UMP en France à gouverner avec le Parti socialiste ? Et les Républicains avec les Démocrates aux États-Unis ?

La démocratie, ce n'est pas cela. La démocratie ne consiste pas à laisser ceux qui se sont fourvoyés distribuer les postes à leurs amis. Le peuple malgache, qui s'est débarrassé de ces gens, un par un, au fil du temps et au prix de grands sacrifices, n'a aucune envie de les voir revenir aux affaires, coalisés dans une sorte d'association de malfaiteurs soutenue par la communauté internationale !

**A. C. - En juin 2010, après la Banque mondiale, le FMI, le PNUD et la Banque africaine de développement, c'est au tour de l'Union européenne de prendre des sanctions financières : elle a privé la Grande Île du Fonds européen de développement, lequel devait y injecter près de 590 millions d'euros sur cinq ans. Les Américains, qui ont joué un rôle actif dans cet isolement, ont également suspendu l'AGOA, cet accès préférentiel au marché américain dont profitaient les entreprises de textile malgaches... Comment allez-vous faire fonctionner l'État malgache dans ces conditions ?**

A. R. - La première chose qu'il faut dire, c'est que les organisations internationales qui ont décidé ces sanctions prennent une très lourde responsabilité devant l'Histoire. Car ce n'est pas le gouvernement qu'elles punissent, mais le peuple malgache tout entier.

Le deuxième point que je voudrais souligner, c'est que, contrairement à toutes les prédictions, l'État malgache ne s'est pas effondré. Le pays fonctionne avec ou sans ces aides. Ce qui prouve une chose, dont devraient prendre conscience les bailleurs de fonds : l'argent qu'ils versaient était presque intégralement détourné.

Enfin, troisième point : loin de nous nuire, ce chantage aux subventions nous aide à entrer dans l'âge adulte. Nous sommes, en théorie, indépendants depuis soixante ans mais, dans les faits, nous ne l'avons jamais été. Nos dirigeants étaient drogués à l'aide et à la dette. Et, pendant ce temps, les Malgaches n'ont pas vu le début d'un commencement de développement...

Alors, pour répondre à votre question, et en attendant que les choses se débloquent sur le plan international, nous réfléchissons à une réforme profonde de nos institutions. Nous allons mettre l'État à la diète et travailler au changement des comportements.

**A. C. - Et si les pays occidentaux continuent à vouloir maintenir la pression ?**

A. R. - Les Occidentaux se sont habitués à croire qu'ils sont indispensables, ce qui n'est plus vrai. Le monde est devenu multipolaire : les peuples n'ont plus besoin, pour respirer, d'obtenir l'autorisation de quelques puissances occidentales et de leurs affidés africains. L'Asie - avec l'Inde, le Pakistan (qui soutient aussi notre transition) et la Chine - investit massivement chez nous. Le Moyen-Orient aussi, avec la Turquie, Israël et la Syrie, qui sont intéressés par notre potentiel agricole. La Russie est également présente, ainsi que l'Amérique latine. Tous ces pays souverains respectent ceux qui aspirent à le devenir. Il est clair que Madagascar bénéficie d'une situation géostratégique intéressante : 80% du commerce maritime international transitent par le corridor Tamatave-Antananarivo. Nous disposons d'une très forte diversité environnementale, de ressources minières importantes et d'une main-d'œuvre abondante. Nos amis asiatiques n'attendent qu'une chose : renforcer leurs partenariats politiques, économiques, culturels, voire stratégiques, avec nous.

Si l'on veut nous étouffer à l'Ouest, nous irons respirer à l'Est. Mais si l'Ouest veut continuer à travailler avec nous, nous le ferons avec plaisir, car nous avons des intérêts communs.

**A. C. - Vous avez accordé, en mai 2010, un permis de recherche au consortium chinois Wuhan Iron and Steel Company sur un important gisement de fer contre le paiement d'un droit de mise à disposition de 100 millions de dollars par an. Quel rôle les richesses minières tiennent-elles dans votre politique de développement ?**

A. R. - Madagascar regorge de pierres précieuses. Savez-vous qu'un saphir sur sept et un rubis sur dix dans le monde viennent de notre île ? De ce point de vue, les deux grands projets miniers de QMM/Rio Tinto et de Sherritt, qui en 2008 ont compté pour la moitié de l'investissement privé total et 90% des investissements directs étrangers, soulèvent une question : que rapportent-ils exactement au peuple malgache et à son État ? Je suis favorable à ce que de grandes compagnies multinationales investissent chez nous, mais je serai attentif à ce qu'elles le fassent dans des conditions équitables. Les Malgaches n'ignorent pas que, par le passé, des pans entiers de leur richesse nationale ont été livrés, sans contrepartie, aux intérêts étrangers. Souvenez-vous du scandale Daewoo : Ravalomanana avait loué pour 99 ans la moitié des terres cultivables du pays (soit 1,3 million d'hectares) à la société sud-coréenne Daewoo, laquelle prévoyait de revendre en Corée le produit des récoltes de maïs et d'huile de palme. Un marché de dupes pour les Malgaches, mais qui rapporta une fortune, aujourd'hui placée quelque part à l'étranger, à mon prédécesseur !

Eh bien, nous ne voulons plus de cela. Les concessions doivent rapporter de l'argent à l'État malgache. L'accord avec les Chinois fait effectivement rentrer chaque année 100 millions de dollars dans les caisses publiques. Et le fait que vous soyez au courant montre que tout est transparent. Il nous faut inventer un système gagnant-gagnant. Nous avons beaucoup à offrir aux entreprises et aux pays qui veulent investir ici, mais ils doivent venir avec un état d'esprit sain et rechercher des accords équilibrés.

**A. C. - Vous êtes le président d'un pays grand par la taille et la population, important sur le plan stratégique, mais aussi très pauvre. Depuis près de trente ans, la situation économique de Madagascar n'a cessé de se détériorer. En imaginant que vous disposiez des moyens de votre politique, quelles mesures prendriez-vous pour sortir enfin le pays du marasme ?**

A. R. - La Banque mondiale nous dit que nous sommes plus pauvres aujourd'hui qu'en 1980. Elle nous dit aussi que l'écart se creuse entre Madagascar et nombre de pays du continent africain qui se développent lentement mais sûrement. C'est un pur scandale, et la responsabilité en incombe entièrement à ceux qui ont gouverné avant moi. Je ne parviens pas à comprendre que la « médiation » internationale puisse accorder un quelconque crédit à des gens qui ont commis de si graves crimes contre leur peuple !

Je vais me consacrer pleinement, en dehors de la politique politicienne, au lancement de grands chantiers de développement et initier ce qui n'a pas été fait durant un demi-siècle d'indépendance. Ma première priorité sera la santé. Un Malgache sur deux, au moins, n'a pas les moyens de se soigner. Songez qu'aucun établissement hospitalier n'a été construit dans ce pays depuis la Première République (1960-1972) ! Durant cette période de transition vont démarrer les travaux d'un grand hôpital dans la ville de Mahajanga. À terme, toutes les agglomérations seront pourvues d'un établissement de ce type répondant à des normes de qualité internationales.

Deuxième chantier : l'éducation. Chaque année, 20.000 étudiants diplômés de l'université se présentent sans succès sur le marché du travail. Cette situation tient au fait que les filières ne sont pas adaptées aux besoins réels du pays. Il faut refonder complètement le système d'enseignement supérieur.

Troisième chantier : le retour au bon sens agricole. Alors que notre monde rural a une grande tradition de riziculture, Madagascar est devenu un pays importateur de riz ! Pour y remédier, nous avons décidé d'octroyer 30.000 hectares de terrains rizicoles à des paysans modestes.

Quatrième chantier, qui va de pair avec notre programme de santé : le sport et la culture pour la jeunesse. Un pays sain est un pays sportif. À Antsonjombe sera implanté le plus grand complexe culturel de l'océan Indien. Puis, dans chaque grande ville, nous construirons un stade.

Cinquième chantier : l'amélioration de la connectivité du pays. Nous devons, en effet, compenser notre éloignement des grands centres commerciaux et financiers de la planète (États-Unis, Europe, Asie) par des capacités de transport modernes : transport ferroviaire à l'intérieur, maritime et aérien à l'extérieur, et réseaux de communications virtuels.

Alors seulement nous pourrions prétendre devenir un « hub commercial » entre l'Afrique australe et l'Asie. Mais attention : la concurrence est rude (Maurice, le Mozambique prétendent aussi à ce rôle). Notre marge de progression est cependant immense. Prenez nos échanges avec l'Afrique du Sud et l'Inde, deux grands pays de l'océan Indien : ils tournent l'un et l'autre autour de 5,3% de notre commerce extérieur. Imaginons

que nous captions ne serait-ce que 1% de chacun de ces deux immenses marchés ; nous verrions ainsi nos exportations multipliées au moins par 5 ! Mais, pour cela, il faut une révolution dans la connectivité malgache.

**A. C. - La corruption est un frein majeur au développement, surtout lorsqu'elle est pratiquée bien au-delà du raisonnable par les hauts fonctionnaires en charge des budgets de l'État. Comment lutter contre ce fléau ?**

A. R. - La lutte contre la corruption est pour moi une tâche prioritaire, au même titre que le développement sanitaire et éducatif. Le nettoyage a d'ores et déjà commencé. Un exemple : tous les engagements financiers supérieurs à 100.000 dollars doivent désormais être doublement validés par le président de la HAT (moi-même donc) et par le premier ministre. C'est une mesure qui, je vous l'accorde, ne favorise pas la fluidité du fonctionnement des ministères, mais elle vise à endiguer la saignée de nos finances et à mieux installer nos dispositifs anti-corruption.

**A. C. - Parlons un peu de votre prédécesseur, M. Ravalomanana. Où est-il actuellement ? Quels sont ses soutiens ? Comment expliquer que la communauté internationale ne s'intéresse pas aux avoirs colossaux qu'il a détournés - des faits avérés mentionnés dans le dernier rapport de l'International Crisis Group et connus des experts de la Banque mondiale ?**

A. R. - J'ignore où se trouve M. Ravalomanana et je vous avoue que cela ne me préoccupe guère. Ce qui intéresserait davantage les Malgaches, ce serait de savoir où il cache sa fortune. Il est devenu, en quelques années, l'un des chefs d'État les plus riches d'Afrique. Quant au chiffre d'affaires de son groupe, Tiko, il a été multiplié par 4 entre 2002 et 2009. Dans le même temps, la proportion de Malgaches vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passée de 50% à 65%. Je n'invente rien : ce sont les chiffres de l'ONU. Ne parlons pas de la dévaluation de la monnaie, de l'explosion du chômage et de la montée du risque alimentaire...

**A. C. - La forte détermination de certains États (comme les États-Unis ou l'Allemagne) à imposer un gouvernement intégrant des proches de M. Ravalomanana ne s'expliquerait-elle pas par la volonté de préserver des marchés passés avec l'ancien régime dans des conditions douteuses ?**

A. R. - Il faudrait vraiment être naïf pour ne pas le voir ! La démocratie a toujours servi de paravent pour masquer des intérêts inavouables.

**A. C. - Quelles sont vos orientations diplomatiques ? Y a-t-il des pays dont vous vous sentez particulièrement proche ?**

A. R. - Je n'ai aucune préférence particulière en matière de relation extérieure. Je veux une diplomatie multipolaire, ouverte à tous les continents et à tous les États qui respecteront notre souveraineté. Mon gouvernement n'est pas idéologique ; il est pragmatique et veut faire prévaloir l'intérêt économique. À cet égard, le contrat d'exploitation des mines ferrugineuses de Soalala passé avec la société chinoise Wisco a valeur d'exemple.

Ce qui est sûr, c'est que je n'agirai pas pour faire plaisir à telle ou telle puissance. Madagascar a besoin d'un plan Marshall et tous les pays qui veulent nous aider sont les bienvenus. Mais que ceux qui tardent à nous faire confiance aujourd'hui ne s'imaginent pas qu'ils seront prioritaires demain. Nous sommes pragmatiques, ce qui ne nous empêche pas d'avoir de la mémoire...

**A. C. - À propos, comment jugez-vous la position de la France ? On dit qu'elle vous est favorable mais qu'elle n'assume pas sa position clairement par peur de l'Union européenne qui, elle, a choisi de vous désavouer. Au-delà de Madagascar, que pensez-vous de la politique africaine du président Sarkozy ?**

A. R. - La France, de manière constante, a réclamé des élections et elle les demande encore. Elle soutient le retour à l'ordre constitutionnel. C'est une position claire et respectable et je souhaite que Paris l'assume sans gêne vis-à-vis de ses partenaires européens.

S'agissant du président Sarkozy, il faut lui rendre cet hommage : il a su extraire les relations France-Afrique du paternalisme traditionnel des dirigeants français. Certes, le « pied d'égalité » entre France et Afrique tient de l'utopie mais le président Sarkozy a compris qu'en 2025 l'Afrique comptera 1,4 milliard d'habitants, ce qui représentera un marché non négligeable. Sa référence aux « destins liés de l'Europe et de l'Afrique » est une marque de pragmatisme.

Mais il me semble qu'il pourrait aller plus loin dans la refondation des relations France-Afrique. À Cotonou, en juin 2006, il avait appelé de ses vœux une relation transparente et souhaité se débarrasser des réseaux officieux. Ces mêmes réseaux qui, à Madagascar, continuent leurs jeux troubles avec les hommes du passé, alors même que la France a intérêt à regarder vers l'avenir...

**A. C. - On dit que le président Obama bénéficie d'un préjugé favorable en Afrique. Partagez-vous ce sentiment ?**

A. R. - Le président Obama, avec sa peau foncée et ses origines kenyanes, est a priori perçu positivement par les Africains. Son discours de rupture avec l'arrogance de son prédécesseur plaît aussi. Pour autant, s'agissant de l'Afrique proprement dite, le bilan reste encore maigre. La politique américaine insiste plus sur le volet sécuritaire que sur l'économie. Si le président Obama était cohérent, s'il décidait de mettre en pratique les grands principes énoncés dans son discours d'Accra sur la bonne gouvernance, il devrait logiquement applaudir des deux mains notre processus de transition !

**A. C. - J'aimerais terminer cet entretien sur une note plus personnelle : quels sont vos souvenirs les plus forts à l'international et quels sont les dirigeants, passés ou présents, que vous estimez le plus ?**

A. R. - Lorsque j'étais maire de la ville d'Antananarivo, en 2008, j'ai été invité à Sydney dans le cadre du 9e Sommet mondial triennal de Metropolis, une association mondiale qui regroupe les maires des plus grandes métropoles de la planète. J'y ai été élu vice-président pour la région Afrique. J'ai eu la fierté de voir que ma ville, Antananarivo, était traitée sur un pied d'égalité avec des villes comme New York ou Paris. Et j'ai gardé le souvenir que l'on pouvait faire de la vraie politique, au sens noble du terme.

Quant à mes sources d'inspiration, permettez-moi de rester classique ! Nelson Mandela constitue pour moi un exemple. Avoir tenu un quart de siècle en prison puis arriver au pouvoir, sans esprit de vengeance, et y réaliser son idéal : quel parcours exceptionnel ! La capacité de faire don de sa personne à son pays : c'est à cela qu'on reconnaît un véritable homme politique. Si l'on remonte plus loin dans le temps, trois autres personnalités m'ont influencé : le Mahatma Gandhi pour sa foi inébranlable ; le pasteur Martin Luther King pour avoir prédit qu'un Américain noir deviendrait un jour président ; et John Fitzgerald Kennedy, qui a déclaré : « Ne demande pas ce que ton pays peut faire pour toi ; demande-toi ce que tu peux faire pour ton pays »...

Aymeric Chauprade, 30 novembre 2010

Source : <http://www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/1604-andry-rajoelina-la-verite-si-je-mens-.html>

---

<sup>i</sup> Cf Wikipedia [http://fr.wikipedia.org/wiki/Aymeric\\_Chauprade](http://fr.wikipedia.org/wiki/Aymeric_Chauprade)

Docteur en science politique de la Sorbonne, diplômé de [Sciences Po Paris](#) en 1993, Aymeric Chauprade obtient un DEA de [droit international](#) en 1996. En outre il est diplômé en mathématiques, chargé de cours à l'[Université de Neuchâtel](#) en Suisse (histoire des idées politiques), conférencier en géopolitique au Collège royal de l'enseignement militaire supérieur du Royaume du Maroc, directeur de la *Revue française de géopolitique* (annuelle, Ellipses, Paris) et directeur de plusieurs collections aux [éditions Ellipses](#) à Paris (Grands enjeux, Taube-Niveau, Référence géopolitique...). Il enseignait au [Collège interarmées de défense](#) (CID) depuis 1999 et il y fut directeur du cours de géopolitique de 2002 à 2009<sup>3</sup>.

Par ailleurs, il a collaboré à la revue à compte d'auteur *L'Afrique réelle* de l'africaniste [Bernard Lugan](#), collabore toujours à *La Nouvelle Revue d'Histoire* de [Dominique Venner](#) et intervient régulièrement sur [Radio Courtoisie](#). Il a dédié son ouvrage *Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire* aux élèves stagiaires du CID. Il est également officier supérieur de réserve dans la Marine nationale.

À la suite de la parution de son ouvrage *Chronique du choc des civilisations*, Aymeric Chauprade a été accusé par [Jean Guisnel](#) de complaisance envers les [théories conspirationnistes sur les attentats du 11-Septembre](#)<sup>4</sup>. Cela lui a valu d'être, début février 2009, privé de sa chaire au Collège interarmées de défense, sur une décision expresse du ministre de tutelle [Hervé Morin](#)<sup>5,6,7</sup>. Durant cette controverse, Aymeric Chauprade (qui a porté plainte contre le ministre, ainsi que contre le journal [Le Point](#)) a reçu le soutien d'élèves du CID<sup>8</sup>, de l'universitaire [Edmond Jouve](#)<sup>9</sup> dont il fut l'élève, tandis que le directeur du CID [Vincent Desportes](#), tout en exprimant ses réserves sur les écrits en question, admet qu'« il n'a jamais fait de prosélytisme dans ces cours, n'a jamais exprimé sa vision du monde<sup>10</sup> ». Un site<sup>11</sup> de soutien au géopolitologue a également été mis en place. Le 24 mars 2009, le tribunal administratif de Paris donnait raison à A. Chauprade et suspendait la décision d'Hervé Morin, estimant que le ministre avait porté atteinte à une "liberté fondamentale", celle des droits de la défense<sup>12,13</sup>.

---

Il anime depuis janvier 2010 le site internet [www.realpolitik.tv](http://www.realpolitik.tv), site qui ambitionne de fédérer les spécialistes de géopolitique qui placent le fait identitaire au cœur de leurs analyses.

Aymeric Chauprade se réclame d'une nouvelle école française de géopolitique, qui prône avant tout un retour à la *realpolitik*, à une discipline dé-idéologisée. La pensée de cette « nouvelle école » s'exprime par le biais de la *Revue française de géopolitique* (éditée chez Ellipses) et de l'Académie internationale de géopolitique, dont Aymeric Chauprade est le secrétaire général. Les bases de la pensée géopolitique d'Aymeric Chauprade se trouvent dans la ligne des chemins ouverts par les travaux de [François Thual](#). On trouvera d'ailleurs dans l'introduction à son ouvrage de référence *Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire*, les principes directeurs de cette nouvelle école de géopolitique. C'est dans cette introduction qu'Aymeric Chauprade illustre son approche de cette discipline qu'est la géopolitique.

Pour Aymeric Chauprade, l'un des vecteurs de l'indépendance et de la puissance pour la France est la [francophonie](#). Partisan d'une Europe des nations aux frontières européennes (sans la Turquie), il prône une politique d'entente avec la Russie et soutient l'idée d'un monde multipolaire ce qui implique des relations équilibrées entre la Chine et les Etats-Unis. Il entretient des relations fortes avec le Maroc où il enseigne et voyage très régulièrement au Moyen-Orient, en Europe centrale, en Asie centrale, en Russie et en Chine.

La conception de la géopolitique dans laquelle il s'inscrit a été en partie critiquée par [André Brigot](#) : ainsi le *Dictionnaire de géopolitique* reprendrait-il « parfois sans garde-fous dans des ouvrages de vulgarisation les notions les plus controversées de la géopolitique, notamment dans sa dimension culturelle », position qui pourrait contribuer ainsi « à enracciner la géopolitique dans une pensée des purs rapports de force, de supériorités ethniques et de domination<sup>14</sup> ».

Aymeric Chauprade a soutenu la liste conduite par [Philippe de Villiers](#) lors des [élections européennes de 2004](#)<sup>15</sup>. Il affiche des convictions souverainistes marquées : « *Le souverainisme c'est la nation, et la nation c'est l'ennemie de l'empire. De tous les impérialismes, américain, islamiste, internationaliste* », Aymeric Chauprade ne soutient cependant pas les prises de positions de Philippe de Villiers lors de la campagne présidentielle de [2007](#) vis-à-vis du monde arabe et des musulmans.